

1520

Pour renforcer le contrôle du ministère
M. Baby entreprend une réorganisation de la recherche pédagogique
Voir page 8, l'article de P. Guzman.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fovet

IF
Abonnement : 1 an, 100 F ; 6 mois, 50 F ; 3 mois, 25 F ; 15 jours, 5 F.
Tous les abonnements sont payables à l'avance.
Tél. : 770-91-29

COUP D'ÉTAT MILITAIRE A NICOSIE

La radio de Chypre annonce la mort du président Makarios

La loi des prétoriens

Cinq jours avant l'explosion de l'édifice qui servait de résidence à Makarios, on n'avait pas prévu que les officiers de la garde nationale, à l'instigation de Mgr Makarios, se soulèveraient et tenteraient de le faire assassiner. Le président chypriote avait été kidnappé, dans un passé récent, à plusieurs reprises. Ce n'était pas la première fois que le régime de l'île de Chypre, après avoir été tant de fois complétement déstabilisé, semblait avoir été victime de la conspiration des hommes qui se disent patriotes helléniques et qui cherchent à le priver et de sa défense et de sa prospérité. Les premières revendications des rebelles assuraient qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure », la situation embarrassée de la radio d'Athènes et, plus encore, la défection par l'ethnisme au régime des « généraux » grecs disant sans cesse qu'ils n'ont rien de commun avec l'insurrection — sinon l'ordre — d'un état avec l'insurrection prétorienne.

- Les officiers de la garde nationale favorables à Athènes constituent un gouvernement de salut public
- Des combats se poursuivent dans la capitale

La garde nationale chypriote (l'armée chypriote grecque), encadrée par une cinquantaine d'officiers grecs, a pris, le lundi 15 juillet, le pouvoir à Chypre et a annoncé la constitution d'un gouvernement de salut public. Selon une émission de la radio de Nicosie, le président Makarios a été tué. La radio de Chypre n'a cependant fourni aucune indication sur les circonstances dans lesquelles le président chypriote aurait trouvé la mort.

De source diplomatique, on apprend que des combats continuent à faire rage autour du palais présidentiel. D'après la même source, des unités de la force de police de réserve, une organisation paramilitaire mise sur pied par le président Makarios pour lutter contre l'EOKA, opposent une vive résistance dans plusieurs secteurs de la capitale aux unités de la garde nationale.

ATHÈNES : silence officiel et angoisse populaire

Athènes. — C'est en plein milieu de la traditionnelle réception de l'ambassade de France pour la fête nationale que le nouveau d'un coup d'Etat à Chypre s'est répandu, semant la confusion dans la capitale. Le lundi 15 juillet, en raison d'une séance « extraordinaire » du gouvernement, aucun officiel grec, à l'exception du représentant du protocole, n'assistaient à cette réception. Les diplomates, stupéfaits — le représentant de l'U.R.S.S. venait d'être accueilli — formaient de petits groupes pour commenter les informations contradictoires faisant état de la chute — et pour certains de l'assassinat — de l'ethnisme.

Le programme régulier de la radio avait été interrompu pour la première fois à 7 h 30 (heure française). Après une pause de quinze minutes, les émissions avaient repris par la diffusion de l'histoire nationale grec : puis un état de perturbation totale. Quelques heures plus tard, un communiqué militaire, adressé au peuple hellénique de Chypre, indiquait que les événements en cours au sein du régime de Chypre, l'armée nationale, les forces armées chypriotes ont été placées en état de rébellion. Les forces armées chypriotes ont été placées en état de rébellion. Les forces armées chypriotes ont été placées en état de rébellion.

La presse se tait

Les journaux grecs ont reçu l'ordre de ne pas mentionner l'événement, et le radio était encore muet lundi en fin de matinée. Toutefois, dans les rues de la capitale, les nouvelles venues de Chypre ont le seul effet de confusion. Le mot qui revient le plus souvent est « bewilder », l'homme de la rue craignant visiblement un conflit avec la Turquie. Toutefois, on ne peut pas parler de surprise. Le 8 juillet, un tract du parti communiste lui-même appelait à lutter contre le régime du président Makarios. Le mot qui revient le plus souvent est « bewilder », l'homme de la rue craignant visiblement un conflit avec la Turquie. Toutefois, on ne peut pas parler de surprise. Le 8 juillet, un tract du parti communiste lui-même appelait à lutter contre le régime du président Makarios.

Le nouveau cabinet portugais devrait poursuivre l'« expérience de démocratisation »

Les représentants des partis de gauche devraient y disposer de positions plus solides que dans le cabinet précédent. L'annonce du chef de l'Etat, mis en deux fois au cours des derniers jours, semble confirmer la validité de ce point de vue. Les perspectives d'une « expérience de démocratisation » ont, en effet, actuellement du mal à se faire entendre.

QUATORZE CONDAMNATIONS A MORT EN CORÉE DU SUD

(Voir page 5.)
Le tribunal militaire de la Corée du Sud a condamné quatorze personnes à la mort pour des crimes de guerre commis pendant la guerre de Corée. Les condamnés ont été exécutés le 15 juillet.

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGAU

Le général Spínola apparaît de plus en plus comme le héros de cette révolution qui a mis fin à cinquante ans de dictature et lancé dans les rues des foules enthousiastes. Mais quel en sera le Nasser ? Le colonel Vasco Gonçalves, âgé de cinquante-trois ans, chargé de former le second gouvernement provisoire du nouveau régime et appelé à succéder à ce titre à la fin de l'été, est un homme d'expérience et de sang-froid.

L'enjeu du conflit

Dans ce conflit, les rivalités personnelles sont importantes, compliquant, ébrançant l'enjeu qui est celui de la démocratie mal née, ou s'il pousse à la fin de la dictature. Cette expérience démocratique doit être le but de la lutte pour la démocratie mal née, ou s'il pousse à la fin de la dictature.

Les réunions de Bruxelles

Pas de prêts communautaires aux Neuf sans plans de redressement

Les ministres des finances des Neuf, réunis les lundi 15 et mardi 16 juillet à Bruxelles, vont examiner, sans toutefois l'adopter, la suggestion de la Commission concernant le lancement d'un grand emprunt communautaire, dont le produit serait destiné à venir en aide aux Etats membres en difficulté. L'octroi de crédits serait subordonné à l'approbation par le Conseil des Neuf d'un programme d'assainissement soumis par ces pays.

AU JOUR LE JOUR

CADENCES

Une des grandes innovations de la République portugaise est dans le rythme de la cadence des marches militaires, et notamment de l'ethnisme national. Que ceux qui s'agitent de voir certaines réformes, comme celle de l'ORT, par exemple, partir au pas de charge, voire au pas de gymnastique, soient donc rassurés. Ici, on fait, on marche en rythme lent et majestueux du pas de la légion.

LA 1^{re} RÉPUBLIQUE ET LA RECHERCHE

Qui craint la science ?

Yakov a chassé Adam et Ève du paradis parce qu'ils avaient goûté au fruit de l'arbre de la connaissance. Les dangers du savoir sont donc découverts depuis très longtemps. L'idéalisme contemporain, au contraire, lui donne une valeur positive. Mais derrière cette disposition générale se dissimulent encore bien des réticences. L'attitude réservée des derniers gouvernements français envers la recherche est significative : elle procède de l'appréhension que l'on a de la science, et de la crainte que la science ne soit utilisée à des fins mauvaises.

le mut de Cartier

[illegible]

Ironie et tendresse.

— LE
BATEAU
DU
COURRIER

◀ PATRICK BESSON

Les petits maux

La rencontre d'un jeune
garçon et d'un vieil
homme solitaire : une
allégorie sur la
connaissance en même
temps qu'un beau récit
narratif.

« L'océan

"Roman d'amour, fable
de la communication,
parabole politique,
l'océan est un beau livre
de notre temps"
CLAUDE BONNEFOY
LES NIELS LITTÉRAIRES
3, rue de la 105

Roger Bordier

PAULE WISLENEF ▶

" Tous ceux qui aiment
les histoires d'amour,
une écriture limboide, un
mélange de spontanéité
et d'introspection
savante y prendront
certainement plaisir"
CLAUDE BONNEFOY
LES NILES LITTÉRAIRES
22 juin 2015

DEMAIN :
Romans français
(su...)

SEUL 27, RUE JACOB PARIS 6^e / CATALOGUE SUR DEMANDE

(suite)

Le nouveau gouvernement devrait poursuivre l'«expérience de démocratisation»

Une heure plus tard, tout était remis en question. Les membres de la commission politique du Mouvement des forces armées se rendaient une nouvelle fois au palais de Belem pour rencontrer le général Spínola. A 19 heures, la radio de Lisbonne annonçait sans cesse que le général colonel Vasco Gonçalves était le nouveau chef de l'armée et qu'il avait pris en charge de former le gouvernement. Deux séries de déclarations parallèles expliquent ce que les commentateurs portugais, qui considéraient déjà le lieutenant-colonel Spínola comme le prochain premier ministre, appelaient au premier jour un coup d'État.

D'abord celles d'un certain nombre de personnalités de gauche, dont les valeurs jeunes officiers qu'ils ne pouvaient pas laisser à un gouvernement qui semblait devoir prendre des libertés avec la Constitution et les principes des forces armées. Il y a neuf jours, une réunion secrète avait lieu à Lisbonne entre délégués du mouvement communiste et représentants des formations de gauche. Cette réunion avait, dit-on, pour thème le rôle du Conseil d'Etat pendant la période transitoire des 70 jours de la commission du M.P.A., 2 voix d'officiers de la réserve, 2 voix de militaires professionnels et 3 voix de citoyens élus par les élections du premier ministre Palma Carlos, tout particulièrement le projet d'élections anticipées pour l'été 1976, ainsi que et le report des élections générales à octobre 1976.

[illegible]

expansif, sublimement réactif "en question". M. Euzil Rego, ancien directeur de *República*, journaliste des communications sociales (information et tourisme), déclarait : « Je ne sais pas si je serai ou non ministre de la prochaine combinaison. Peu importe. Je serai utile là où je dois être. Mais ce qui est sûr, c'est que M. Fyrotz Pinto, directeur de l'Information au ministère, est bel et bien remercié, contrairement à ses affirmations. S'il ne l'était pas, je me propose de publier le rapport de ses relations avec la Page ».

« La contre-révolution était en marche, déclarait une personnalité libérale. Dieu merci ! l'opération a été stoppée ! » Les propos que ce dernier a échangés à l'occasion des cérémonies officielles au palais de Belem d'abord, puis au haut état-major, à l'occasion de la promotion du général Otelo de Carvalho, lors des événements du 25 avril, où il a pris une part déterminante, mettaient en évidence l'ambivalence de

certaines généraux qui faisaient allusion à l'Entente cordiale avec le Japon. Le président de la République, Carvalho, qui sera l'adjoint du général Costa Gomes au COPOCO, était parti, en réponse à cet allusion, qu'il avait été nommé à l'armée, qui « n'aurait pas eu de coverage le 25 avril ».

Un véritable héros x, titre de presse de l'époque, est le chef du général de Carvalho. Mais un héros, dit-on dans les milieux militaires, est celui qui a été nommé à tenir rang, que le général Spínola a tenu rang, et qui a été nommé au Mozambique et donc la promotion spectaculaire pour le général Nogueira.

Le commandant de la garnison de Coimbra, un gouverneur de Lisbonne qui a été nommé à la tête de la garnison de l'un des chefs de file de la droite de l'armée, Chagas était nommé à la tête pour le pouvoir militaire x et son impos-

ou militaire, étant longuement et intelligemment interrogés par les journalistes de la télévision. Par exemple, au demeurant, le nombre des fonctions des militaires qui figurent dans le gouvernement Gonçalves. L'important, sans doute, est l'orientation qui sera donnée. La gauche redoutait un *coup d'arrêt à la démocratie* dans le gouvernement et de dernière minute, du Mouvement des forces armées permet de penser que c'est une relance qui va avoir lieu. A moins que...

Première décision probable de la nouvelle équipe : la reconnaissance de Fiset de Guinée-Bissau. Les unités civiles et militaires de ce territoire ont été, au cours du semestre dernier à Lisbonne, le temps pressé. La démarche a

été discrète mais très ferme. Elle est soutenue par le Mouvement des forces armées à Bissau même, où la fraternisation entre unités portugaises et militaires du P.A.C. se développe rapidement. La prise de position du M.F.A. de Bissau a naturellement reçu tout l'appui de la commission de coordination du Mouvement des forces armées africaines, apparemment inébranlable, mettrait le gouvernement portugais en bonne posture avant la visite à Lisbonne de M. Waldenström, secrétaire général de l'Organisation, et favoriserait sans doute une relance des pourparlers avec les mouvements de libération du Mozambique et de l'Angola, où la situation tend à se dégrader rapidement.

MARCEL NDIKANG.

Le premier des sept

C'est en civil que le colonel Vasco Gonçalves, président d'

un demi-siècle d'une dictature
qui cultivait l'immobilisme
comme une vertu.

ment du nouveau régime portugais, a symboliquement commencé ses consultations dimanche à Lisbonne. Ce militaire, âgé de cinquante-trois ans, ingénieur du génie, a, comme ses compagnons de la commission de coordination du mouvement des forces armées, une vision du monde d'universitaire. Les Portugais ont découvert son visage en même temps que son nom. Ils suivent assez mal, il est vrai, les relations complexes entre les différents organismes de souveraineté mis en place depuis le 25 avril.

« Il y aura, a-t-il dit, des militaires dans mon gouvernement. » Cette mise au point n'a pas pour but, comme on a pu en croire, causé d'appréhensions chez les dirigeants politiques qui ne cessent, depuis le début de la crise, d'affirmer la nécessité d'un respect rigoureux du programme de la gauche. Elle a surtout permis de rassurer les forces armées qui prévoient des élections générales au printemps prochain. « Je ne suis pas pressé », affirmait, samedi soir, le chef du gouvernement. « Le dimanche sera le jour du Seigneur. » Il a par ailleurs consulté la plupart des hommes qui comptent aujourd'hui

Celui que les humoristes
de la capitale ont déjà sur-

à Lisbonne, et c'est un Alvaro Cunhal particulièrement sou-

amné le soldat inconnu»,
«va pas tarder à sur-
prendre. La plus élevée en
grade des sept membres de
la commission de coordination
la réputation d'un homme
sachant écouter. «Ce n'est pas
une qualité très portugaise»,
disent ses amis. D'une bonne
taille, la coupe de cheveux ré-
simentaire, l'allure sportive,
les traits énergiques, le colonel
Mangalves est très représentatif
de cette nouvelle génération

« Une tête bien faite », disent ses collaborateurs. « Lent à se décider, mais sûr dans son jugement et résolu. » Le 25 avril il s'était déjà mis en civil. Il avait rendez-vous avec les leaders de la gauche pour accélérer la libération des détenus politiques. Qu'il soit plus ou moins « modéré » que les autres membres de la commission politique du M.F.A. a peu

Portugais portugaises qui ont devenu leur vérité sur les pistes d'Afrique. Certains, comme le colon Almeida Bruno ou le lieutenant-colonel Firmino Miguel, ont choisi la fidélité internationale ou général Spillia qu'ils ont connu sur le théâtre des opérations guinéennes. Le colon Gonçalves a des relations plus politiques. Il ne s'engage pas, mais rendra beaucoup à l'ouest des principautés primitives des formations de sa région pour analyser la situation. Tous pourtant appartiennent à cette nouvelle classe dirigeante, civils ou militaires, anxieux de rattraper le retard imposé au Portugal par

d'importance. Il est clair qu'il est avant tout le porte-parole de ceux qui se sont soulevés, il y a trois mois, pour changer le Portugal. — M. N.

« Vers le socialisme, aussi loin que possible »

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — « Nous ne sommes pas des commissaires politiques. » La remarque, faite au colonel de la brigade, a été accueillie avec un éclat d'humeur. Ce n'est pas un clin d'œil, une manière d'insister d'entrée de jeu sur le rôle véritable des officiers choisis par le mouvement des capitaines du 25 avril pour faire partie de cette commission, dite de coordination du Mouvement des forces armées. C'est au contraire, il y a une nuance, l'insistance dans cette mise au point, proférée devant nous par deux officiers, un commandant de navire et un major de l'armée de

Un jeune lieutenant, souriant, répond, les accompagnant. Il s'est tenu pas nécessaire de l'interrompre pour comprendre qu'il est officier, est-à-dire un homme qui aime la vie et les forces armées comme officier. On devine chez lui cette nonchalance de maintien, l'impression qu'il perdiope une entreprise passionnante.

Cette œuvre, qui a été présentée plus récemment au Portugal, est volontiers traditionnelle et formaliste. L'« Excellence » se porte beaucoup sur le sarcasme des titres universitaires et les honneurs militaires.

Le mardi 26 avril est

Les deux officiers, membres du Conseil d'Etat, dont le rôle est capital en ces jours de crise, membres également du *groupe des sept*, qui coordonne toutes les activités visibles et invisibles du Mouvement des forces armées, n'en tiennent donc pas moins à marquer les différences. La démocratisation, la concertation, dans aucun doute : l'archaïsme et le laisser-aller, certainement pas. « Nulle affection, dans

[illegible]

A partir de l'été 1973, ils ont participé aux réunions clandestines des officiers qui préparaient le soulèvement et la chute du gouvernement Castano. Ils ont fait plus, rendant visite à des membres des dissidents pour raisons

politiques ou les recevant collaborant de toutes les manières à cette prise de conscience d'une armée fatiguée de la guerre coloniale. Pour cela, ils ont dû beaucoup voyager, en Europe, dans les territoires africains. A les entendre, on comprend que le problème africain des liaisons discrètes entre officiers du mouvement des capitales a été très soigneusement étudié et que le système de transmissions particulières à l'indigène même de l'armée, resté en vigueur, permet aujourd'hui des concertations, des réunions, des échanges d'opinion.

Le 18 mars 1974 a été une preuve. Tout a failli être remis en question par la chevaronnie du lieutenant Calvez de la 1^{re} division, qui, malade, avait emporté avec lui, sous sa tête, de gagner la capitale et de la conquérir. Premier coup de semonce sans effet, puisque le régiment imprudemment sorti de la capitale, a été aussitôt rapidement stoppé aux portes de Liébourne par des unités de la garde nationale républicaine. Comment expliquer cet échec ? Les raisons se perdent dans les bruits qui couraient : les soldats seraient-ils arrivés en masse par des chemins secrets, mais bouillants d'impénence, qui sautaient dans l'air et se précipitaient vers le trésor en sifflant à la main. Voilà ce qui est arrivé. Le chemin a été le chemin de la peur.

Depuis le 25 avril ils ne sont
mais apparus au premier plan.
Leurs noms sont inconnus du
public. Il a fallu la crise actuelle
pour que deux d'entre eux sur
trois soient considérés

cotons « ministrables » : le major Vitor Alves et le major Melo Antunes. Ils ont continué à travailler dans une semi-clandestinité, installés dans des bureaux provisoires et peu confortables du palais de Sao Bento. C'est là qu'ils ont étudié les dossiers, reçu de nombreuses visites discrètes, roué leur frein, critiqué à voix basse certaines décisions de la Junta, observé la manière du culte de la personnalité du général Spínola.

de l'ancien commandant en chef des forces portugaises en Guinée-Bissau, qui a été accusé d'avoir des officiers qui ont renversé la dictature des deux femmes entre autres. Les deux hommes ont été libérés du camp. Ils n'étaient pas au le 11 novembre 1974, mais ils ont pu quitter pour nous de briser l'unité des forces armées », dit lui-même. « Nous avons beaucoup de Syntex », dit Syntex. « Les gens de nous... »

Celui-ci encore par ailleurs, les forces armées qui a représenté le commandement en commun de coordination des forces armées au sein du Conseil d'Etat, est presque publiquement opposé à la libération des forces armées. Ce qui est certain c'est que la libération des forces armées, le MPA, l'Union démocratique africain, les par-dessus tout : est accord non écrit mais ratifié dans l'entourage de la capitale, le 11 novembre 1974.

la commission, sérieux, désireux de respecter la hiérarchie militaire mais ne cédant pas d'un millimètre sur leur programme. Tout maintenant doit sortir de l'ombre. « Plus tôt que nous ne le pensions ».

EUROPE

L'ITALIE SANS ESPÉRANCE

III. — La dernière carte

De notre envoyé spécial PAUL-JEAN FRANCESCHINI

Une administration désorganisée, une succession de scandales et la crise énergétique donnent aux Italiens l'impression que « rien ne marche ». La démocratie chrétienne, au pouvoir à Rome depuis la guerre, est l'objet d'un procès sévère. Son secrétaire général, M. Fanfani, a vu sa position s'affaiblir par le séisme dans le divorce. Il a échoué de l'organe dirigeant de la D.C. quelques dirigeants de l'alle gauche. Toutefois, la parti pourrait les servir de sauges d'opposition entre « centristes » qui trop souvent lui tiennent lieu de politique (« Le Monde » des 15 et 16-17 juillet).

Rome. — « Un danger de coup d'État fasciste ? Alors donc ! » La réaction est générale dans les milieux de la droite, le monde économique ou plus modestement devant le parlementarisme ou la distorsion de l'opinion. On craint tout au plus que, en hommage à la rigueur de la science politique, le hypothèse de la droite, ne soit être écartée. Car, enfin, « rien n'est absolument acquis ». Mais, de toute évidence, personne ne garde son sérieux en songeant à un général de carabinieri de Pinochet qui s'empare du Quirinal et ferait prisonnier l'actuel président Leone.

Toutefois, la multiplication des attentats — quatre ont en cinq ans — a créé une sorte de psychisme du massacre, la « drague », terme qui revient sans cesse dans les journaux, et une anxiété dif-

fuse. Depuis la « sécheresse » de Milan, en 1969, le gouvernement tentait de l'apaiser en expliquant la situation par l'effort des extrémistes opposés. On attribuit, sous trop de dénégation, quelque assassinat venant de la gauche (moins volontiers toutefois), et les procès s'enfoncent, sans jamais dégrader de responsabilité précises, dans les maelstroms de la procédure.

La doctrine officielle a été exprimée par le chef du gouvernement, M. Rumor, présentant au Parlement, le 27 juin dernier, son programme d'urgence : « Les agissements appartenant à différents mouvements politiques, mais toujours d'origine ou pour partie à une expérience fasciste définitivement condamnée... »

Le discours était entendu et qu'il faut interpréter à plusieurs niveaux. Par tout son comportement, la dissonance violente et haineuse du système, ses équilibres de « quadrature » de style musculation toujours prêts à caquer et la sens politique et moral de la vague de violence qui

veut à d'ailleurs confié à un policier « dur », M. Santillo, une « inspection » policière, on empêche déjà par la force tous les congrès de la gauche. Nous sommes les seuls à avoir dénoncé à la justice les responsables de ces crimes, qu'ils soient de gauche ou de droite, les seuls à avoir demandé à la justice de les poursuivre. Nous sommes les seuls à avoir dit que la justice doit être indépendante et garantir la liberté des « consciences » de la gauche. La police

de la gauche est une police de la gauche, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir dénoncé les responsables de ces crimes, qu'ils soient de gauche ou de droite, les seuls à avoir demandé à la justice de les poursuivre. Nous sommes les seuls à avoir dit que la justice doit être indépendante et garantir la liberté des « consciences » de la gauche. La police

de la gauche est une police de la gauche, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir dénoncé les responsables de ces crimes, qu'ils soient de gauche ou de droite, les seuls à avoir demandé à la justice de les poursuivre. Nous sommes les seuls à avoir dit que la justice doit être indépendante et garantir la liberté des « consciences » de la gauche. La police

veut impliquer dans l'agitation terroriste, éliminant partout sans rien empêcher, manipulant et intimidant magistralement. Mémento le jeu, et pour le compte de qui ? C'est tout le problème. Car, dans l'opposition, il y a une droite voulant éliminer l'élément du parti ? Qui le dit ? Mais on suspend beaucoup de monde à Rome, outre l'indivisible C.I.A.

Les communistes courtisés

P.C. M. La Malfa (républicain), toujours en quête de bons comptes, soupire : « Cette rigueur, cette discipline, c'est bien. Mais, dans l'opposition, il y a une droite voulant éliminer l'élément du parti ? Qui le dit ? Mais on suspend beaucoup de monde à Rome, outre l'indivisible C.I.A.

La gauche de la démocratie chrétienne, victime toute désignée d'un complot fasciste, ne peut pas se laisser courtiser par le parti communiste. La gauche de la démocratie chrétienne, victime toute désignée d'un complot fasciste, ne peut pas se laisser courtiser par le parti communiste.

grande partie italienne, ne se laisse pas convaincre : « Si nous allons au pouvoir avec les communistes, dit M. Donat Cattin, nous nous disqualifions sur la droite et sur l'opposition des tentations fascistes. Ce serait la fin de la démocratie chrétienne et une position totalement réaliste. » Ce qu'un ministre démocrate-chrétien traduit encore plus brutalement : « Nous passerions en une nuit de 30 à 15 % des votes. La classe dirigeante est consciente qu'il faut aller aux communistes, mais pas nos électeurs. »

Les communistes — dont la stratégie à long terme est axée sur le « congrès historique » avec les chrétiens — n'ont apparemment aucune envie de se disqualifier dans une situation aussi délicate. « Je ne vois pas pourquoi, disait récemment M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., nous devrions nous estimer en nous estimant avec une démocratie chrétienne telle que celle-ci est aujourd'hui l'homme de la gauche d'Italie garde donc ses distances, étant entendu que le parti, discutant et avec l'aide des socialistes du P.S.I., maintient sa pression et s'élève bien au-dessus du point de vue que l'on peut se faire sur avoir de ministres. C'est déjà beaucoup. En attendant le P.C. s'agit de l'opposition pour eux. » M. Saragat, sénateur social-démocrate et ancien président de la République, mais qui ont été marqués par Staline et Moscou et leur attitude au pouvoir reste du bon sens. La gauche de la démocratie chrétienne, victime toute désignée d'un complot fasciste, ne peut pas se laisser courtiser par le parti communiste.

Un rôle réévalué

Depuis le communisme de Bologne et de la revue Popolo e Rivoluzione, Eugenio Scalfari, l'homme de la gauche, a dit : « Nous croyons que sans changer notre responsabilité... » ce qui est une réévaluation de la situation. Les communistes réévaluent leur rôle.

En dépit du système, l'Italie a tout de même rendu à l'histoire et à la pensée du travail. Lui seul donne des hommes, de l'expérience régionale et locale, des moyens, nécessaires pour augmenter, mais qui ont été marqués par Staline et Moscou et leur attitude au pouvoir reste du bon sens. La gauche de la démocratie chrétienne, victime toute désignée d'un complot fasciste, ne peut pas se laisser courtiser par le parti communiste.

FIN

AMÉRIQUES

États-Unis

Le président Nixon prend la défense de M. Kissinger dans l'affaire des tables d'écoute

De notre correspondant

Washington. — Dans une lettre adressée le samedi 13 juillet à la commission sénatoriale des affaires étrangères, qui a été précédemment entendue M. Kissinger au sujet des accusations dont il est l'objet, le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission. Le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission. Le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission.

Je me souviens de M. Nixon, alors que j'étais à la commission sénatoriale des affaires étrangères, qui a été précédemment entendue M. Kissinger au sujet des accusations dont il est l'objet, le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission. Le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission.

Je me souviens de M. Nixon, alors que j'étais à la commission sénatoriale des affaires étrangères, qui a été précédemment entendue M. Kissinger au sujet des accusations dont il est l'objet, le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission. Le président Nixon prend sur lui toute la responsabilité de la mise sur table des documents de la commission.

Argentine

La mort du secrétaire général de la C.G.T. affaiblit l'aile modérée du péronisme

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

La mort d'Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

Argentine

La mort du secrétaire général de la C.G.T. affaiblit l'aile modérée du péronisme

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

Argentine

La mort du secrétaire général de la C.G.T. affaiblit l'aile modérée du péronisme

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

Argentine

La mort du secrétaire général de la C.G.T. affaiblit l'aile modérée du péronisme

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

Argentine

La mort du secrétaire général de la C.G.T. affaiblit l'aile modérée du péronisme

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

Argentine

La mort du secrétaire général de la C.G.T. affaiblit l'aile modérée du péronisme

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Adolfo Romero, qui venait d'être réélu dans ses fonctions de secrétaire général de la Confédération générale du travail (C.G.T.), est décédé le samedi 13 juillet, d'une crise cardiaque. Profondément affecté par le décès du général Peron, survient tout juste deux jours. Il avait dû être hospitalisé au début de la semaine dernière et n'avait pu, de ce fait, prendre part aux débats du congrès de la centrale ouvrière.

Fnac-Montparnasse sera fermé (exceptionnellement) du dimanche 4 au lundi 26 août

Il s'agit uniquement de Fnac-Montparnasse. Contraint à cette fermeture momentanée pour cause de... Son rayon librairie a reçu en effet les plus optimistes (ce qui prouve combien il correspond à une attente et à un besoin). Et aussi bien le rayon disques et la hi-fi - qui comportait pourtant 5 auditoriums. Il faut donc (déjà) reconstruire l'implantation des rayons. Et il faut grandir Fnac-Montparnasse lui-même, en ouvrant des maintenant un étage provisoirement mis en réserve. C'est la raison de cette fermeture exceptionnelle. Rendue obligatoire par l'importance des travaux.

Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6°
Photo, cinéma, radio, tv, disques, hi-fi, vidéo, et tous les livres 20 % moins chers (de 10 à 30 %, du mardi au samedi ; jusqu'à 22 % le mercredi et le vendredi)

Journal 62150

de la Colombie, que la France avait besoin d'une force de dissuasion nucléaire.

On remarquera, enfin, qu'en rappelant l'autorité suprême du président de la République ce ministre de défense, M. Giscard d'Estaing prend toutefois le soin d'indiquer qu'il associera à « son effort d'analyse et de réflexion » le ministre de la défense, les chefs militaires et les personnalités compétentes au sein des Assemblées parlementaires. Contrairement aux organisations politiques et syndicales de l'opposition, qui souhaitent ouvrir un débat public sur la défense, le président de la République donne l'impression de vouloir limiter le nombre de ses interlocuteurs en la matière.

DU RIGODON A LA DIPLOMATIE

Côté cour, le Rigodon d'honneur, par lequel le musique de l'air accueillait en ce dimanche 14 juillet les invités du président de la République ; côté jardin, le Vin du Rhin que jouaient les Joyeux Vignerons de Javel, en costume folklorique.

[illegible]

Un air de frère

[illegible][illegible]

M. Giscard d'Estaing s'entre-
tient encore avec le comman-
dant du Redoubtable, qui trouve
dans le Giscardisme une « auto-
nomie des universités » et une
« liberté de la presse ».

L'«ennemi intérieur» manifeste contre le camp de Canjuers

[illegible]

DOMINIQUE POUCHIN.

DOMINIQUE POUCHIN.

DU 14 JUILLET

A CHATEAU-CHINON. SOUS LA PLUIE

Le parti socialiste a investi une cité consentante

[illegible]

De notre envoi spécial

hand debout, à droite de la scène, cligne des yeux, et de plaisir, un certain sourire aux lèvres, parfois un sourire certain, et parfois même les mains qui battent la cadence.

— Ça t'est égal, dit-il, ça t'est égal ? — conclut Madsen Séveno. C'est une fête de l'espérance et de l'accomplissement, ça te va-t-il de celui qui fut commun de la gauche. Les gens se pressent, les mains se tendent.

— Ça t'est égal, dit-il, ça t'est égal ? — en plus, commente M. Mitterrand, et peut-être en trop.

— Ça t'est égal, dit-il, ça t'est égal, toi dit d'accord, et toi dit tout, il fallait voir à la page participer, et les gens étaient présents, et à l'intérieur, il y avait l'Autogestion ? Avant l'Autogestion, il y a l'intérêt. Il faut que les gens se sentent concernés.

En fin d'après-midi, on se reconquiert plus ou moins la scène de la ville, autour du Magic Cir-

pas. « Nous avons horreur des fêtes officielles », proclame le député Savary. Il sera servi de bute en effet, une joyeuse troupe de danseuses, une jeune femme sous l'œil amusé de M. le maire. Elle vient d'être farandolée au séminaire, main dans la main, au moment où elle se baignait au village de Slonov, puis, seules, seules dansant de la croupe, Pierrots à casque colonial et à plumes.

Beau final pour un 14 juillet, à l'image de cette fête populaire qui, consacrait le chef de l'Etat, sous l'effet des tensions psychologiques et politiques des derniers jours, à la présidence de la fête avait balayé tout cela. Dimanche, tard dans la nuit, Châtelet-Cheniseville, dans une atmosphère chaude, éclairée par les gerbes colorées d'un feu d'artifice, les habitants ont dû se donner à cœur joie.

— P. F.

M. Jacques Chirac obtient le « total soutien » de M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R.

Deux entretiens en tête à tête. Le jeune et versé diplomate croise M.M. Alexandre Sanguinetti et Jacques Chirac, on conviendra le secrétaire général du P.U.D., et le ministre de l'Intérieur, le directeur du cabinet du ministre. En quittant l'hôtel Matignon, M. Sanguinetti s'est arrêté à Lyon, sans doute pour se reposer, mais il a précisé, vendredi soir, au cours d'une conférence de presse les raisons de son adhésion nouvelle à la candidature de M. de Mitterrand le 14-15 juillet.

Un terme est ainsi mis officiellement au conflit qui opposait les deux hommes, le 12 juillet, à la suite de Georges Pompidou, le 2 avril dernier. La décision du secrétaire général du P.U.D. de soutenir la candidature de M. de Mitterrand, la nomination de la majorité est logique dans la mesure où son mouvement, après l'échec de M. Chaban-Delmas, a été de se rallier à la candidature présidentielle, le 5 mai, avant

décide officiellement de considérer l'accord d'Estaing comme le candidat de la majorité et avait résolu de le soutenir. Même si cela s'est alors fait avec réticence, il n'est pas si évident que les chefs, cadres et militants du P.O.U.S. n'ont apporté dans la campagne que peu d'enthousiasme. L'appareil du parti n'est certes moins très officiellement mobilisé que les officiers d'atcha, ça claque, son service d'ordre ont parfois contribué au succès des réunions du leader des républicains indépendants.

M. Sanguinetti explique maintenant les conditions dans lesquelles d'Estaing par son souci de s'allier avec les autres formations de la majorité qui soutiennent le chef de l'Etat, a pu se faire le champion de la majorité. « Il a voulu nourrir à son égard *« quelque chose d'intention que ce soit »*, dit-il, « une certaine forme de sentiment de position de la part de

premier ministre. Il convenait pour M. Chirac de se concilier les dirigeants du mouvement lui-même.

La tâche en ce domaine paraissait moins aisée encore. Car, s'il est vrai que l'électorat des députés U. D. R. est en grande partie conservateur et s'il accepte volontiers de reporter ses voix sur les candidats républicains indépendants, il n'en va pas de même pour les militants et les cadres du mouvement.

Des résolutions abandonnées

Ceux-ci recrutent tantôt parmi les gaullistes fidèles au message historique du général de Gaulle, tantôt parmi les hommes que peu chérissent et volontiers coarctent, tantôt dans les couches sociales les plus déshéritées, en relation, plus sensibles au caractère généreux des conceptions socialistes. Ils ont été recrutés aussi à gauche de l'électorat gaulliste à progressivement abandonné par l'U.R. et l'U.N.R. Ils ont été aussi, il faut le reconnaître, retrouvés dans la « nouvelle section » de M. Chaban-Delmas, qui a été le plus actif des candidats à la présidence de la République. Cela explique les rivalités locales entre gaullistes et giscardistes et les rivalités nationales envers M. Giscard d'Estaing lors de la campagne présidentielle.

Les efforts de M. Chaban-Delmas ont été ceux de tous les Français, mais ils ont été plus importants, au moins en ce qui concerne le recensement, dans les zones où le gaullisme a été le plus répandu, comme une trahison du gaullisme et comme un attentat contre le régime de Gaulle. Ce qui se faisait fait, avec verve et indignation, l'interprète de ces sen-

Des conquêtes successives

[illegible]

Fraques tous les députés communistes d'ailleurs que si la force de M. Chirac était de pouvoir s'appuyer sur un groupe parlementaire important, leur seule propre résidait dans la solidarité avec un gouvernement et un chef d'Etat qui par le droit étaient en situation de mener à son destin. Cette opinion émise, grâce notamment à l'habileté manœuvrière de M. Tomassini, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et à l'influence personnelle conciliante, sans mentir, du ministre des Affaires étrangères, conduisit officiellement au second tour plusieurs officiers du

« Je préférais même Mitterrand à Giscard », L.U.D.R. pour mieux « repartir à l'attaque », avait ensuite prévu d'adapter sa doctrine et de changer ses dirigeants lors de ses assises de l'automne : Elle s'était gaussée de la composition du gouvernement (« même M. Courbe de Murville était gai ») et ne s'était pas considérée engagée par la présence de quelques U.D.R. dans le cabinet ; elle avait enfin interdit à M. Chirac de participer désormais aux in-

[illegible]

ANDRÉ PASSERON.

**M. SCHLOTEL EST ÉLU MA
DE LA TRINITÉ-SUR-MER**

• (De notre correspondant.)

Lorient. — A la suite de la démission du comte Robert de Kersanton de Pennendreff, en minorité au mois de mai, son conseil municipal dans un vote de confiance qu'il avait émis, il a été procédé, le 14 juin, à l'élection d'un nouveau ma-

C'est M. Maurice Scholgel, vice-président délégué du Crédit lyonnais (après en avoir été le directeur général de 1968 à 1971), succède à M. de Kersauson Pennandret, lequel était ministre depuis 1965. M. Scholgel, qui possède une villa à La Trinité-sur-Mer depuis quinze ans, avait été puis réélu sur la liste M. de Kersauson de Pennandret en 1965 et 1971.

suppose une différence de concept dans la gestion municipale, bien qu'il y ait, de nombreux problèmes à résoudre dans cette station est devenue l'un des ports de plaisance les plus importants l'Atlantique, et il semble que conflit du mois de mai ait son origine dans la forte personnalité de M. Schlegel, dont l'ancien maire avait pris ombrage.

● Le groupe parlementaire F.U.D.R. tiendra les 26 et 27 septembre à Cagnes-sur-Mer journées d'études annuelles.

M. CAMILLE LAURENS : la diversité postule la cohésion.

M. Camille Laurens, secrétaire
général du Centre national des

indépendants et payants, comme
importante, dans le numéro du 15 juil-
let du Journal de son parti les
projets d'accord entre le CNRP et
les Républiques indépendantes.
C'est la seule fois où il a eu des
nouveaux dans la maison Libérale,
une organisation de la majorité
sous forme confédérale apparaît
aussi respecter la nature des
hommes et des choses. La majori-
té s'enrichit d'élargit et grouse
dans la diversité, dans la
certaine diversité, dans celle-ci
postule la cohésion. Il importe
de renforcer cette cohésion pou-
que, dans les semaines et les mois
qui viennent et qui seront éma-
nés d'offices, l'opinion gouver-
nementale ne se désolidarise de
la voie des réformes et puisse répon-
dre aux défis économiques et
monétaires en sauvegardant le

● Le mouvement social et libéral, regroupant les jeunes, a entrepris lundi 16 juillet une tournée estivale des plages au cours de laquelle ses dirigeants entendront animer une campagne d'adhésions et de débats.

M. Henri Giscard d'Estaing, fils du président de la République, qui participait le 13 juillet à Bologne-sur-Mer, à une réunion, a indiqué que des assises nationales se réuniraient le 28 septembre à Paris.

**aujourd'hui dans le
Nouvel Observateur**

**Un sondage exclusif
SOFRES
Nouvel Observateur**

**La majorité des Français
pense que la gauche gagnera
les prochaines élections
législatives.**

**59% des Centristes, 54% des Républicains
Indépendants, 45% des Gaullistes,
partagent cette idée.**

Le NOUVEL OBSERVATEUR, utilisant le modèle mathématique mis au point avec le SOFRES, a pu déterminer d'après les intentions de vote des français, une fourchette correspondant au nombre de députés de la gauche : en cas d'élections anticipées, GISCARD pourrait ne pas conserver la majorité au parlement.

Comment les français valent-ils l'avenir de la gauche?
Vous le saurez en lisant cette analyse de la situation électorale.

Dans ce même numéro

**Dans ce même numéro
une grande enquête
économique.**

La bourse a baissé de 16 % depuis les élections, les grandes sociétés bradent les actions pour faire face à leurs échéances, l'argent est introuvable. Les plus grands industriels et banquiers ne sont pas sûrs qu'une crise type 1929 ne demeure exclue. Dans ce dossier particulièrement significatif, le NOUVEAU OBSERVATEUR analyse les événements et leur évolution dans les prochains mois.

**N'oubliez pas ce numéro
du Nouvel Observateur en
vente aujourd'hui**

**LE NOUVEL
observateur**

univers

ÉDUCATION

Reprise en main administrative et « théorique »...

M. René Haby veut «récupérer» une partie de la recherche pédagogique

Assistée des amitiés fait... M. René Haby, ministre de l'éducation, a tenu à exprimer de réaliser, sans temporisme, la réorganisation de la recherche pédagogique, qu'il avait annoncée dans l'entretien accordé au « Monde » le 20 juin. Cette réforme consiste à distinguer l' « expérimentation » dans les établissements, qui sera désormais assurée directement par les nouvelles directions du ministère (direction des écoles, collèges, des lycées), et la « recherche », à caractère théorique, qui se fera à l'Institut national de la recherche et de la documentation pédagogique (I. N. R. D. P.).

Celui-ci continuera, d'autre part, à suivre les recherches « spontanées » qui n'entrent pas dans les programmes d'action du ministère. Ce dernier ne disposant pas de moyens nouveaux, la réforme revient à scinder les équipes de l'IN.R.D.P. et à en transférer une partie à l'administration centrale.

Cette reorganisation a provoqué une vive émotion parmi les responsables et les chercheurs de l'IN.R.D.P. et a notamment conduit le directeur du service de la recherche, M. Louis Legrand, à présenter sa démission.

[illegible]

secondes. Ayant le nouveau système cette complexité disparaît.

Aljournons qu'une recherche pédagogique a besoin d'être menée pendant plusieurs années avant qu'on puisse en tirer des conclusions définitives. Ceci signifie qu'elle doit être à l'abri des fluctuations du pouvoir administratif ou politique. L'histoire récente nous offre des exemples d'expérimentations « commandées » par le ministère, puis qu'elles correspondent à la volonté d'un ministre, puis abandonnées par son successeur. L'expérimentation ministérielle risque fort de se trouver ainsi bloquée, car elle est le produit changeant des idées en cours.

[illegible]

Mais, ce faisant, le nouveau ministre n'a pas oublié que le développement de la situation à l'étranger est également en jeu. Alors qu'en 1985 il y avait 100 000 étudiants étrangers en France, ce chiffre est passé à 120 000 en 1991. Or, l'UNEDP, devenu en 1991 l'UNEP, a vu sa mission de grande portée à l'obtention du directeur, M. Legend, d'un service qui, en France, n'est pas dédaignable, qui dispose de quatre-vingt-cinq agents, dont dix-sept temporaires et d'un budget de 1 125 000 francs. Depuis 1985, ce service a été géré par lui notamment qu'il est parvenu à obtenir de la Commission européenne, à l'occasion des visites qu'il lui a organisées, qu'elle accepte de participer à la réforme des mathématiques dans les collèges et lycées. M. Legend, directeur des mathématiques et des sciences, est un homme dynamique et capable, qui a obtenu de la Commission européenne, à l'occasion des visites qu'il lui a organisées, qu'elle accepte de participer à la réforme des mathématiques dans les collèges et lycées. M. Legend, directeur des mathématiques et des sciences, est un homme dynamique et capable, qui a obtenu de la Commission européenne, à l'occasion des visites qu'il lui a organisées, qu'elle accepte de participer à la réforme des mathématiques dans les collèges et lycées.

Une distinction obscure

Ces considérations d'ordre :

Ces considérations d'ordre administratif ont conduit le ministre des Finances à adresser au ministre de l'Énergie un rapport sur l'organisation des recherches et des études en matière d'énergie. Le ministre de l'Énergie a répondu par un rapport au ministre des Finances, dans lequel il a exposé les principes de l'organisation établie par le ministre en matière de recherches et d'études en matière d'énergie. Ces deux rapports ont été publiés en même temps, ce qui a permis de constater que les principes de l'organisation établie par le ministre de l'Énergie sont en accord avec ceux du ministre des Finances. Le ministre de l'Énergie a également exposé les principes de l'organisation établie par le ministre en matière de recherches et d'études en matière d'énergie. Ces principes sont en accord avec ceux du ministre des Finances. Le ministre de l'Énergie a également exposé les principes de l'organisation établie par le ministre en matière de recherches et d'études en matière d'énergie. Ces principes sont en accord avec ceux du ministre des Finances.

Que «trouve-t-on»?
Mais, en fait, cette décision s

Mais, en fait, cette décision s'est aussi révélée deux arrêts de mort pour la pédagogie. Les premiers, c'est que le ministre reprend à son compte une conception de la recherche pédagogique qui est en fait celle du ministre, consistant à assécher la recherche pédagogique à la recherche scientifique, à la méthode. C'est l'idée selon laquelle on pourrait distinguer en pédagogie deux domaines : d'un côté, les données de la science ou de la technologie, une phase expérimentale et une autre une phase d'application. C'est une méthode ou un programme nouveau, et lorsqu'on a venté leur efficacité en expérimentation, on les généralise en vraie grandeur.

Cette façon de voir a évidemment une part de vérité en pédagogie. On peut même aller jusqu'à dire qu'une méthode andouillière ou des exercices tenant mieux compte des rythmes d'apprentissage des enfants, et ensuite demander à l'ensemble des maîtres de l'adopter. Mais ce n'est là qu'un aspect de la question qui ne tient pas compte de la dimension psycho-sociologique capitale

RELIGION

**Mgr Elchinger redoute les ambiguïtés
d'un certain glissement à gauche de l'Église**

Pour son discours traditionnel du 14 juillet en la cathédrale de Strasbourg, Mgr Léon - Arthur Eichinger, évêque de ce diocèse, a choisi de traiter d'une part des jeunes, d'autre part d'un certain glissement de l'Eglise vers la gauche.

A propos des jeunes, il a déclaré notamment :

« On a beau dire que les jeunes

meux à la poursuite de l'idéal proposé par l'Evangile. Est-ce un socialisme démocratique ou une démocratie sociale ?

» Je n'hésite pas à répondre : l'« Brangie » ne nous fait ni aucune lumière à ce sujet. L'Egypte, en tant que telle, doit rester un lieu de rencontre et d'échange pour tous les chrétiens. Elle ne doit donc pas se laisser utiliser par des meneurs politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite.

idéal mythique pour les chrétiens, où ils s'engagent avec toute leur jeunesse, avec toute leur foi comme dans une « pseudo-religion ».

« Il ne faut pas chercher à justifier la lutte des classes par l'Evangile, car c'est impossible. Que les chrétiens ne se laissent donc pas intoxiquer par certaines doctrines. (...) »

[Événement de Strasbourg depuis 1966.

d'aujourd'hui sont plus informés que ceux des générations précédentes. Il faut le demander si les nouvelles générations ne sont pas tout de suite tentées par le tourbillon du jugement, sans vraiment proportionnelles à la quantité et à la diversité des informations. Elles ne disposent pas de beaucoup d'outils pour se défendre. Elles ne disposent pas le temps de réfléchir. Mais ce sont surtout les critères de discernement qui leur manquent. Elles ne savent pas à appeler blanc ce qui est noir.

Après avoir relevé une certaine ignorance, le regard des jeunes, M. de Mubert se tourne vers le danger d'un glissement inconsidéré à gauche : « L'ébranlement des idées, le retour à un matérialisme de droite qu'avec un matérialisme de gauche. Il ne nous oriente pas vers une économie sociale, vers une économie capitaliste ou socialiste. (...) »

On peut se demander quel régime politique correspond le

des meneurs politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite.

« En conséquence, si des groupes de chrétiens font désormais l'opposition politique, ils en ont pleinement conscience. Ils ne peuvent pas justifier leur choix politique comme découlant nécessairement de leur foi. Ils ne peuvent pas dire qu'ils sont à eux seuls l'Église en monde ouvrier. Certes, la y a-t-il, mais elle n'est pas là. Et je suis sûr qu'on en peut et qu'on doit admirer l'élan et la profondeur de leur foi même si elle n'est pas exempte de grandes ambiguïtés. Alors, aussi on trouve des ambiguïtés... »

Passant enfin à la lutte des classes, Jean Leclercq s'est exprimé ainsi : « L'existence de la classe plus abusive, c'est de présenter la lutte des classes comme un

[illegible]

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

» On peut se demander quel régime politique correspond le

FEUILLETON

Une aventure d'Astérix le Gaulois

LE CADEAU DE
César

Texte
de René Goscinny

Dessins
d'Albert Uderzo

Libéré après vingt ans d'arrestation, Bonhommequin se rend en Arménie pour prendre possession du village que lui a offert César. Mais que faire d'un village ainsi le trouvant contre quelques bonnes bouteilles de vin ?

Un « État dans l'État »

...ET REGARDE! C'EST UN DOCUMENT OFFICIEL! AVEC LA MARQUE DE LA VILLE! C'EST MOI QUI SUIS TOUJOURS BIEN! POSSEDERE UN DOMAINE ...

Un milieu contestataire

D'AUTANT PLUS QUE NOTRE PETITE CORREZA N'A JAMAIS ÉTÉ HEUREUSE DE QUITTER LUTICE POUR VENIR ICI.

NOUS POURRONS VENDRE L'AUBERGE...

Mais cette reprise a
que de ne pas avoir
antages pour le minist



(Copyright 1974 Dargaud Editeur et le Monde s.)

(A sure.)

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Le souvenir de la grande crise

LES TERREURS DISCRÈTES DU « RÉTRO »

Par PAUL-MARC HENRY (*)

Un film récent nous ramène, avec lui, le climat politique d'une France et d'une Europe frappées du désastre intellectuel, désastre qui permettait aux flâneurs de minuscules de proposer des recettes médicales.

Qu'il s'agisse de bons honnêtes sur le plan international, et de bons de Bayonne sur le plan national, le manipulateur financier propose une solution autarcique, sinon bricole, basée sur le rétrograde des circuits économiques bloqués. L'opération est tentée d'escroquerie, parce qu'elle s'effectue au bénéfice d'un seul individu, elle aurait pu être qualifiée de géniale si l'Etat s'en était chargé.

Un moteur froid et récalcitrant

Cette notion de blocage des circuits, qui entraîne la paralysie générale du système, représente, sans doute, le caractère majeur de la décennie précédente la seconde guerre mondiale. On pourrait comparer toutes les tentatives de la machine économique occidentale pendant cette période à de grands coups de manivelle, données par des mécaniciens plus ou moins habiles, afin de faire repartir un moteur froid et récalcitrant.

d'infrastructure, d'équipement, puis d'armement.

Il n'y a pas, au moins au départ, de différence fondamentale entre, d'une part,

Où se trouve le point commun ?

Il n'y a donc, en apparence au moins, aucune similitude entre la situation des années 30 et celle des années 70. L'Europe dans son ensemble n'est plus débiteur vis-à-vis des États-Unis. L'Allemagne fédérale est régulièrement créditrice dans le domaine commercial et sa balance des paiements. Les capacités du potentiel industriel du monde occidental sont utilisées pratiquement dans leur totalité. Le plein emploi de la main-d'œuvre des pays de marché semble assuré au maximum.

Cette mi-œuvre allemande est devenue rare, ce qui ne permet d'attendre des accélérations de production que d'une nouvelle amélioration de la productivité et d'un bond en avant du niveau technologique de la production.

Pourtant, dans ces conditions, l'Occident reste-t-il obsédé par le « rétro » économique, comme il l'est dans le domaine de la mode et de l'art ?

Le point commun des deux situations se trouve dans la peur d'un blocage généralisé des circuits économiques et la suite d'un autarcisme accompagné de l'incapacité immédiate des économies débiteuses de lever des marchandises et des services à un niveau correspondant à des obligations de paiement toujours accrues, et de celles des économies créditrices d'absorber (*) Voir le Centre de développement de l'O.C.D.E.

les assaill de rétrograde de la grande économie américaine par injection de fonds publics et la mise en œuvre de grands travaux civils entrepris pratiquement par le président Roosevelt et, d'autre part, la politique semi-autarcique du Dr. Schacht, et ce n'est que l'année-loup dans le cadre de crédits par rapport aux pays de l'Europe occidentale ronds par la guerre de 1914-18. L'Allemagne, en outre, plus encore que tout autre pays européen, était fondamentalement déitrice dans le cadre de ses obligations publiques, comme les réparations, ou privées, par le jeu des décaissements de ses emprunts monétaires et industriels auprès du système bancaire anglo-américain.

Les États-Unis, crédateurs, restaient libérés sur le plan monétaire. L'Allemagne, elle, restait la comédie des changes et la compensation bilatérale.

des biens et des services dans un déficit raisonnable.

Gravité, constatant l'impasse totale qui avait été atteinte malgré les plans Dawes et Young, à la suite du refus des pays crédateurs d'accepter des transferts réels de marchandises et de services en provenance de l'Allemagne, avait esquissé une théorie nouvelle des courants monétaires à sens unique, c'est-à-dire non compensés par des mouvements de marchandises en sens inverse. Elle avait énoncé la règle suivante qui est devenue la loi de la décadence des marchandises possédant, tout au moins, un caractère de décadence.

Il consistait que, si le niveau général économique conditionnait la production de biens réels ne permettant pas de répondre dans un délai raisonnable à l'accroissement des potentialités monétaires, l'ensemble de l'appareil économique était affecté par des tensions excessives de tous ordres. En outre, la tendance naturelle de la part des crédateurs, compte tenu de cette incapacité de transférer réels et de la volonté de profiter par le pouvoir d'achat de leur créance, était d'augmenter à court terme, ce qui équivalait à ne tenir pas le financement des investissements à long terme insupportable pour accroître la capacité de production.

C'est sur ce point que l'on peut déceler une certaine ressemblance avec la situation actuelle des grands pays débiteurs de l'Occident qui doivent transférer des ressources monétaires énormes en paiement des dettes publiques vers des pays qui sont incapables d'absorber des contreparties correspondantes en produits de consommation et en biens d'équipement, fournis par les pays crédateurs.

(Lire la suite page 14, 4^e col.)

LES D.T.S. nouvelle monnaie internationale ?

Depuis le 1^{er} juillet, le Fonds monétaire international a cessé d'évaluer la valeur des droits de tirage spéciaux par référence à un poids d'or pour le calculer tous les jours en prenant pour base les cours des seize monnaies les plus importantes en termes de commerce international (mais le franc suisse est exclu). Cette innovation constitue-t-elle une véritable réforme ?

Par PASCAL SALIN (*)

LES événements monétaires internationaux des dernières années ont laissé croire à beaucoup que le dollar était en « crise » et qu'il n'était plus capable de jouer le rôle international qu'il avait joué pendant si longtemps. Cette opinion vous paraît-elle si fautive, mais elle est si largement partagée qu'elle a conduit à l'idée qu'il serait nécessaire de recréer le dollar par les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) dans la fonction de monnaie. Des propositions en ce sens ont été faites lors de l'assemblée générale du Fonds monétaire international en 1971. Il est étonnant qu'une telle réforme ait pu être présentée comme une innovation fondamentale, alors que la fonction de numéraire de la monnaie est certainement la fonction la moins importante. Ce qui rend le caractère monétaire d'un « titre » n'est pas le fait qu'il soit utilisé comme unité de compte, mais le fait qu'il constitue un pouvoir d'achat disponible immédiatement et à faible coût, et une bonne mesure de valeur. Définir les parties des monnaies en termes de D.T.S. établit des tableaux statistiques en D.T.S. plutôt qu'en dollars — comme on le fait maintenant, — rien de cela est conduit à la réforme du système monétaire international au-delà d'un seul purement symbolique.

« Désirables » et « liquides »

Mais il a été décidé récemment d'effectuer une autre réforme : depuis le 1^{er} juillet une unité de D.T.S. est définie par « l'unité » de monnaie, plus précisément comme une moyenne pondérée de la « valeur » des monnaies en termes de commerce international. L'unité de D.T.S. dépasse 1 \$ pendant la période des années 1960 à 1972. Autrement dit, la valeur des D.T.S. est censée refléter l'évolution moyenne de la « valeur » des monnaies les plus importantes du monde. L'unité de D.T.S. est donc aussi intéressante que d'être un « stock » moyen et des monnaies les plus courantes. Cette décision a pour effet de rendre les D.T.S. aussi « désirables » — on pourrait dire « liquides » — que la valeur des monnaies les plus importantes (pas plus). Cette désirabilité des D.T.S. devrait être également accrue par la décision parallèle d'accroître les sanctions d'importation à long terme insupportable pour accroître la capacité de production.

Or on peut montrer, à partir d'un exemple simple, que les modalités techniques qui ont été adoptées ne permettent pas de donner aux D.T.S. le double rôle de numéraire et d'unité de réserve. Supposons que le monde se compose

de trois pays, arc trois monnaies, le franc, le deutschemark et le dollar. Supposons encore que, l'or étant pris en considération pour le moment, le franc soit pris comme unité de compte et que les taux de change en termes de francs — mais où aurait pu choisir n'importe laquelle des monnaies — soient les suivants :

$$1 \text{ DM} = 2 \text{ F}$$

Conformément à la décision de fixer la valeur des D.T.S. par référence à un ensemble de monnaies, la valeur du D.T.S. sera déterminée par une expression du type :

$$1 \text{ D.T.S.} = a \text{ F} + b \text{ DM} + c \$$$

où a , b et c sont des coefficients de pondération. Les D.T.S. représentent la « valeur » d'une unité de F, de DM et de \$ respectivement. Pour simplifier la démonstration on supposera que le même poids sera donné à chaque monnaie, c'est-à-dire que l'on aura :

$$1 \text{ D.T.S.} = \frac{1}{3} \text{ F} + \frac{1}{3} \text{ DM} + \frac{1}{3} \$$$

(puisque, en fait, on veut valuer 2 F, 1/3 de DM et \$ bien équivalent à 1/3 de F ; de même, 1/3 de \$ est égal à 1/3 de F.)

On constate bien que :

$$1 \text{ D.T.S.} = 1 \text{ F} + 1/2 \text{ DM} = 1/3 \$$$

Supposons maintenant que le franc soit dévalué de telle sorte que l'on ait :

$$1 \text{ DM} = 4 \text{ F} ; 1 \$ = 6 \text{ F}$$

La valeur d'un D.T.S. devient alors, en termes de francs :

$$1 \text{ D.T.S.} = \frac{1}{3} \text{ F} + \frac{1}{3} \text{ F} + \frac{1}{3} \text{ F} = 1.667 \text{ F}$$

$$= 0.833 \text{ DM} = 0.278 \$$$

Alors, la valeur du D.T.S. a légèrement baissé en termes de DM et de \$, que l'on peut considérer comme les monnaies fortes dans la conjoncture hypothétique supposée ci-dessus, mais elle a monté en termes de francs. La formule de calcul de la valeur du D.T.S. lui permet d'être un instrument de réserve de valeur presque aussi bon que les monnaies les plus appréciées relativement. Il est évident que, dans le cas où les pondérations attribuées au DM et au \$ seraient plus importantes par rapport à celle du franc, le pouvoir d'achat du D.T.S. se maintiendrait encore mieux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il avait été proposé que les coefficients de pondération soient d'autant plus grands que la monnaie considérée est plus « stable », ce qui aurait pu conduire à modifier ces coefficients dans le temps.

Dans l'exemple ci-dessus, nous étions partis de l'idée que le franc (ou toute autre monnaie) servirait d'unité de compte, c'est-à-dire de numéraire. Or, c'est contraire à l'idée si généralement répandue qu'une monnaie nationale ne doit avoir un statut particulier dans le système monétaire international. Supposons donc que le D.T.S. soit choisi comme numéraire, les parties des monnaies étant déclarées en termes de D.T.S.

(Lire la suite page 14, 4^e col.)

S.O.S. PÉTROLE !

Par JEAN CHENEVIER (*)

Le niveau des prix de l'énergie en France à l'heure actuelle et le refus persistant des pouvoirs publics de relever dans ce domaine, essentiel, la vérité des prix seront sans doute dans l'avenir un sujet de réflexion, voire d'étonnement pour l'observateur. Dans le présent, la situation ainsi créée est un motif d'angoisse — le motif d'angoisse — pour tous les industriels de ce secteur, et notamment ceux qui sont des sociétés privées, c'est-à-dire

essentiellement les sociétés pétrolières françaises. Pour les dirigeants de ces dernières, les perspectives à court terme sont aussi claires que dans les autres secteurs, à savoir : la fin de l'année, un endettement qui atteindra les limites du tolérable et, d'autre part, la poursuite de leurs opérations qui sera en cause.

Les données économiques de base

Entre le 16 octobre et le 31 décembre 1973, l'aspect principal de la crise pétrolière était — quel qu'en soit dit — la menace de la pénurie. Depuis le 1^{er} janvier, le problème est essentiellement financier. Les pays de l'Occident, et particulièrement la France, voient leur consommation limitée par leur capacité de paiement, et par leur d'autre.

Tout a été dit sur les hausses successives, décidées par les États producteurs, qui ont porté le prix du pétrole brut au 1^{er} janvier au quadruple de ce qu'il était un an avant. Ce que, par contre, l'opinion publique a mal perçu — sans doute parce qu'on le lui a insuffisamment expliqué — c'est pourquoi les prix réels, — c'est-à-dire les prix payés par les consommateurs — ont augmenté encore davantage, et atteignent des niveaux de ceux de ceux de 1973.

Pour expliquer le mécanisme, le premier d'un pétrole brut typique du gisement Persique, celui du Kuwait (les prix sont en dollars par baril) :

● Depuis le 1^{er} janvier 1973, la production est divisée en deux parties : le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

● Le brut à composition « propriété de la compagnie » ; le brut à composition « propriété de l'Etat ».

1^{er} janvier 1974, et sous le régime de participation de 1973, la compagnie disposait donc du brut concédé à un prix de revient de 8,97 dollars (taxes et royalties) + 0,07 dollars (prix de revient technique) = 9,04 dollars, tandis qu'elle rachetait le brut participation à environ 8,50 dollars, ce qui est un total survenant pour elle un coût moyen (sans bénéfice) de 7,54 dollars.

C'est sur la base de ces coûts, augmentés d'une marge sur laquelle il reviendrait plus loin, que les prix des produits finis en France ont été déterminés le 11 janvier 1974.

● Mais, pour 1974, l'Etat producteur a réclamé à la fois un taux de participation plus élevé et un accroissement du prix auquel serait racheté le brut participation. Les négociations sont actuellement à des stades divers selon les États, mais il est acquis que le taux de participation passe à 60 % (ce faisant que 40 % à la compagnie) et

La situation française

L'insuffisance des prix actuellement autorisés en France est donc, pour l'essentiel, à la hausse du brut depuis le 1^{er} janvier. Cette hausse était prévue, puisque les États producteurs avaient fait connaître à la fin de 1973 leur volonté de voir le taux de participation s'accroître substantiellement au 1^{er} janvier 1974. Le montant n'a pu être apprécié exactement que récemment, mais on savait depuis le début que cet effet se serait répercuté au 1^{er} janvier.

(Lire la suite page 13, 3^e col.)

La chirurgie sans scalpel

QUEL mal ronge l'agriculture française qui jette sur les routes et dans les poubelles des millions de sacs de déchets ? Une gangrène du revenu. Des micro-monnaies ont en effet hâlé le plaie de la surproduction. Le traitement aux antibiotiques des marchés — s'est révélé inefficace, car admistratif à trop petites doses, des infiltrer ne compensent pas l'ampleur du mal.

Les praticiens français alertés par le choc de la machine à découper les déchets, ont injecté des ordres supplémentaires, cartouches de mesure soignée, pour éliminer le mal. On compte sur l'acquiescement communautaire pour endormir le douleur.

La médecine moderne ne calcule pas : on conduit la politique agricole comme la chirurgie se pratiquerait sans utiliser le scalpel. En l'occurrence, il s'agit de briser le cercle infernal du marché qui commande le revenu des agriculteurs. Pour augmenter leur pouvoir d'achat, les paysans sont contraints de produire de plus en plus, mais, en même temps, à l'autre bout de la chaîne, d'être obligés d'acheter « baby-dents », « plaquettes médicinales ou pièces techniques.

Or, on ne peut ni distribuer gratuitement sans causer la mort. Dès lors, il faut soit décaler des millions de tonnes de fruits ou d'arbitraire, soit briser les stocks. Ou encore à 10 F le kilo est vendu aux magasins soucieux de 2 F. Du point de vue du F.U.R.S.S. à 1,50 F. La différence est faite par le consommateur, qui pratiquement ne peut pas acheter ces produits.

Scandale ? Peut-on en douter ? Rien n'est plus clairement arbitraire que la mesure pour donner à la production européenne en général, et française en particulier, une structure économique efficace !

Les projets, qui avaient pour objet, avant toute chose, de donner aux paysans un revenu décent, ont été remplacés par des ordres. Pourtant, une meilleure organisation de la production pourrait être la majorité des agriculteurs, qui restent de condition modeste, à trouver les débouchés de leur production dans les circuits de distribution. Le revenu doit leur en être donné. Mais il est vrai que cela pourrait modifier substantiellement la géographie économique des campagnes. Nos gouvernements envisagent-ils de prendre ce risque ?

FAITS ET TENDANCES

BŒUF : + 35 % à la production et à la consommation en quarante-deux mois

L'E - dérapage du biftack a commencé avec celui du bœuf à la production (1). De janvier 1971 à janvier 1972, les bovins de qualité courante sont passés de quelque 7 F à plus de 14,50 F le kilo, soit 50 % d'augmentation en deux ans. Les causes de cette envolée ? D'abord, un certain « rattrapage » car les prix de la viande à la production stagnaient depuis deux ans. Ensuite, une très forte demande étrangère, notamment italienne, qui porte essentiellement sur de jeunes bêtes.

Dès le mois de mars 1973, la situation se renverse. L'Italie ralentit ses achats, qui ont renchéri en proportion de la décade de la livre. Un important contingent de viande importée des pays tiers à la C.E.E. sans droits de douane vient engorger le marché. Bref, les cours baissent d'environ 14 % pour le bœuf, mais plus encore pour les jeunes bovins et les vaches de réforme. Envoyés à l'abattoir d'urgence, grâce au stockage public, la baisse des cours se répercute à la fin du mois de juin 1974. Ce sont encore les jeunes entrecôte et

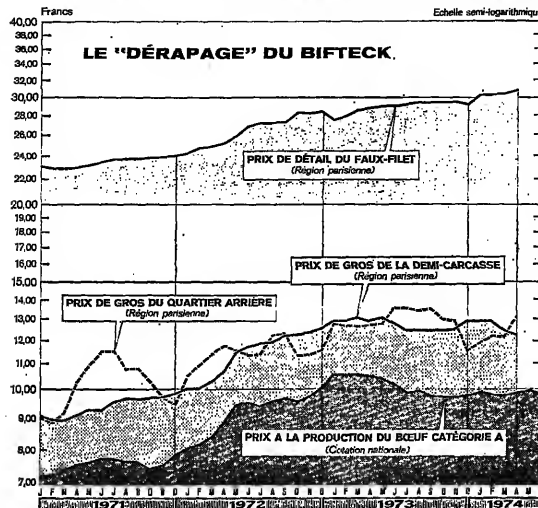
les bêtes de qualité médiocre qui sont le plus touchées. Deux raisons à cette nouvelle évolution : la limite des capacités de stockage parait épuisée, avec plus de 50 000 tonnes de carcasses congelées ; les bœufs qui ont stocké sur pied leur bétail la font sauter car le prix des aliments est de plus en plus élevé (les statistiques indiquent 25 % d'augmentation en plus que l'année précédente à pareille époque).

Les cours de gros ? Ils ont pris le même chemin de 1971 à 1972 : + 50 %. Toutefois, la baisse amorcée au printemps 1973 n'a pas eu la même ampleur qu'au stade de la production.

A l'étal : on constate d'abord que le biftack — il s'agit ici du faux-filet — n'a augmenté que de 20 % de janvier 1971 à janvier 1972. C'est dire que les bœufs ont amorcé la hausse des cours de gros. Cependant, alors que ces derniers se sont déprimés à partir de mars 1973, l'augmentation chez le détaillant s'est poursuivie sur la lancée des années précédentes : en complète opposition avec l'évolution des cours à la production.

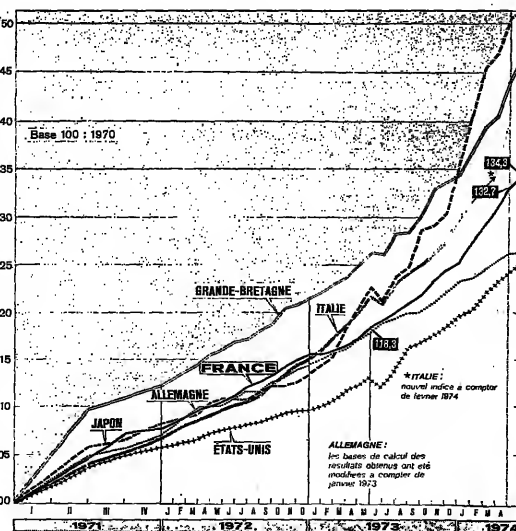
Globalement, en quarante-deux mois, les prix sont stables et les prix à l'étal de l'entrecôte ont crû dans la même proportion : 35 % environ.

(1) Les chiffres sont à destination des services statistiques (statistique séria).



PRIX : ralentissement de la hausse avant un été périlleux

L A hausse des prix de détail a été en mai nettement moins forte que prévu. Les pourvois publics s'attendaient à un résultat aussi catastrophique qu'en avril, mais le cours auquel le coq de la vie avait fait son bond de 1,5 %. Le laisser-aller étonnant qui a été la règle pendant la campagne d'été-automne futait croquer le pire. Mais celui-ci n'est pas arrivé : l'indice des prix de détail collecté par l'INSEE indique une hausse de 12 % en mai. Deux facteurs ont probablement joué : le grand dérapage que l'on pourrait craindre ne s'est pas produit ; les prix des matières premières commencent à baisser. Les perspectives pour les prochains mois seraient meilleures, même si on s'attend à un « mauvais été » : à la production, les prix augmentent moins vite maintenant ; au détail, les services de M. Fourcade sont plus vigilants.



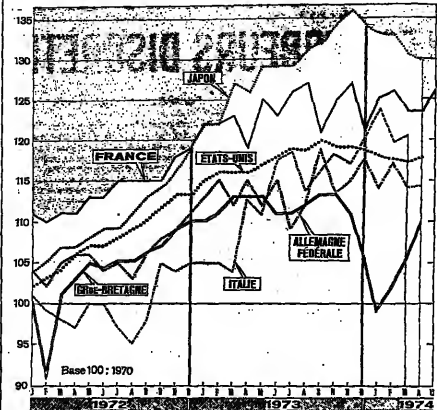
LES PRIX EN CHIFFRES

	NOUVEAU DE L'INDEX (base 100 en 1970)	En 1 mois (mai/avril)	En 1 an (mai 1974/mai 1973)	Depuis le début de l'année	RYTHME Annuel de hausse calculé sur les 3 derniers mois courants
Ensemble des prix de détail	134,3	1,2	15,5	7,2	27
Prix alimentaires	138,8	1,3	13,1	5,8	15,8
Prix des produits manufacturés	128,7	1,1	15,5	9,4	18,7
Prix des services	134,4	1,1	11,3	5,4	15,8

SC. PO.

Examen d'entrée fin d'AP - 2^e année
Concours ENA
Cours particuliers
Cours pour correspondance (J.M.)
722-94-94
francophonie de professeurs
57, J. B. REDLEY
CEPES

PRODUCTION INDUSTRIELLE : la croissance se poursuit



La croissance de la production industrielle se poursuit au rythme d'environ 6 % l'an, malgré les goulets d'étranglement qui empêchent 30 % des entreprises de produire davantage. C'est surtout le manque d'équipement qui limite la production. Mais — fait nouveau — le manque de personnel est de plus en plus ressenti, surtout dans les industries d'équipement. Et les difficultés d'approvisionnement, si elles sont encore globales (seul pour 10 %

des chefs d'entreprise), posent des problèmes beaucoup plus importants que dans le passé.

En ce qui concerne les prix à la production, la hausse extrêmement rapide des derniers mois (2 % chaque mois) devrait se ralentir et revenir à une cadence mensuelle de 0,8 %. En revanche, les chefs d'entreprise s'attendent pour l'été à une hausse des salaires.

Une étude du CERC sur l'éventail des salaires et des emplois

Les ouvriers français sont moins bien payés et plus « surveillés » que les ouvriers allemands

P AR rapport à leurs collègues allemands, les ouvriers français souffrent d'une double inégalité. La première qui concerne bien qu'encre contestée : l'inégalité des rémunérations entre l'ouvrier et le cadre est plus grande en France qu'en Allemagne. La deuxième, au contraire, est davantage ignorée : les ouvriers français ont peu d'autonomie, et en tout cas moins que leurs voisins, dans le sens où ils sont surveillés et contrôlés par des services techniques et un personnel d'encadrement beaucoup plus nombreux que ceux qui existent dans les entreprises d'outre-Rhin.

Ces deux conclusions sont celles données par une nouvelle enquête du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC). Le document intitulé « Structure des salaires et structures des emplois dans les entreprises françaises et allemandes » est

depuis quelques semaines entre les mains du gouvernement. L'enquête porte sur sept couples d'entreprises françaises et allemandes — soit quatorze au total — chaque couple ayant une production, un type d'équipement et des effectifs « assez semblables » que possible.

L'inégalité des rémunérations, quelle qu'en soit la cause, est nettement plus accusée en France qu'en Allemagne, notamment les entrepreneurs, ce qui confirme des études précédentes menées par différents organismes, y compris par le CERC. Si l'on compare le salaire effectif moyen de l'ouvrier à celui du cadre, on trouve 10 % de plus en France qu'en Allemagne. En revanche, les salaires des ouvriers sont plus élevés en France qu'en Allemagne.

Un éventail étendu

La cause principale de ces inégalités est bien entendu l'éventail étendu des traitements selon les fonctions et les types d'emplois : en effet, ces inégalités seraient réduites d'environ 40 % si les entreprises françaises — attribuant à chaque catégorie d'emploi, le même salaire que les entreprises allemandes —

Ainsi les ouvriers — moins bien payés qu'en Allemagne, et situés au bas d'une très longue échelle de revenus — ne disposeraient guère de l'autonomie dont le président de la République a fait un de ses objectifs, en favorisant les équipes autonomes.

Mais les disparités entre les revenus dans notre pays s'expliquent par une autre cause : les différences de structure de l'emploi. Les modalités de la division et de l'organisation du travail diffèrent en effet « profondément » d'un pays à l'autre.

La catégorie des « chefs d'équipe », par exemple, est assez importante en France (4 à 5 % de l'effectif contre 1 à 2 % en Allemagne) et reçoit, dans ce pays, des salaires comparables à ceux des ouvriers. En outre, l'encadrement ainsi que les services des méthodes, du planning, etc., ont une importance nettement plus grande qu'en Allemagne. Un exemple : 7 % des effectifs appartenent à l'encadrement intermédiaire (cadres supérieurs) contre 2 % dans une entreprise allemande.

Au total, indique le CERC, « les ouvriers allemands font l'objet d'un contrôle moins strict, ils disposent d'une liberté d'initiative et d'une responsabilité plus grande », et l'ensemble du secteur de la production parait disposer — en France — de moins d'autonomie.

Au moment où l'on s'agit d'établir la liste des destinations des jeunes pour le travail en usine et de l'absentéisme ainsi que du délégitimité de certains adultes pour le travail, l'enquête du CERC — aussi limitée soit-elle — renforce le thème de tous ceux qui souhaitent la réhabilitation et la valorisation du travail des ouvriers.

J.-P. D.

NOTRE
Télex
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétypons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétypons. Tout compris, 40 mots pour l'échange des 10 : 6 à 8 F. U.S.A. : 19 F. JAPON : 24 F. etc.
Service Télex
SAS 2022
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS
Aéroco - Lise et 30 correspondants

1974-07-16

Comment évolueront les importations et les revenus des pays de l'OPEP

A chevié sur les deux systèmes, de prix se trouve un paramètre fondamental de l'activité économique, le prix de l'argent prêté.

Le taux d'intérêt servi aux déposants est administré par le système bancaire, où se croisent intérêts publics et privés, et où bien souvent le secteur nationalisé sert de courroie de transmission non pas aux décisions des pouvoirs publics, mais aux pressions des entreprises.

L'indexation des prix de l'argent pourrait s'effectuer en principe de supprimer cette part d'incertitude qui est due à l'inflation, et les coûts qu'elle engendre. Toutes choses égales par ailleurs, elle constituerait le taux d'intérêt réel *en invariant*, et ceci quel que soit le système de monnaie en vigueur. Elle éviterait donc dans le système à variable vitesse tout de compte qui viendrait remplacer le fixe, que ne peut plus tenir la monnaie fondante, du fait d'intérêt nominal sans nul et l'intérêt réel négatif. Le nouveau « monnaie » porterait un intérêt nominal tel que son intérêt réel soit nul (l'intérêt réel nul pour l'instant). Ses caractéristiques seraient : son intérêt réel constant comme les taux d'intérêt des dépôts et des prêts pourraient être alors très rationnellement calculés.

PHILIPPE SIMONNOT.

	1973			1974			1975		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
PAYS DU GOLFE	11 320	7 280	8 150	34 870	46 880	38 310	35 150	41 770	35 230
dont Yémen	3 630	2 470	438	14 970	9 940	6 850	15 550	21 960	3 750
PAYS ARABES	9 550	3 815	8 148	4 085	5 315	34 745	73 638	22 290	11 340
(Arabie Saoudite, Irak, Koweït, Émirats)									
Autres pays arabes PRODUCTIONS									
TOILES	3 280	2 830	— 500	11 680	4 680	6 550	16 888	16 800	5 880
(Arabie Saoudite, Liban)									
Autres pays PRODUCTIONS	5 796	5 980	— 1 170	19 638	6 298	9 638	27 560	25 968	— 1 560
(Oman, Arabie Saoudite, Yémen, Émirats)									
TOTAL	22 900	18 978	14 680	85 730	58 246	61 476	143 320	82 158	60 378

● Les pays à très forte population — l'Indonésie et le Nigeria — ont, à ce niveau de développement bas et où, par conséquent, les capacités d'utilisation de revenus supplémentaires seront limitées par des structures économiques rudimentaires. Les services de la Commission prévoient une progression annuelle des importations de 24 % en Indonésie et de 20 % au Nigeria.

Au surplus — et c'est là le point fondamental — il est étrange et déconcertant au suprême degré de voir l'acharnement qui met une opinion mal éclairée à condamner les bénéfices réalisés par les compagnies alors qu'elle devrait s'en réjouir !

Tous les chiffres — et ils sont publics — montrent que ces profits sont la condition *sine qua non* des investisse-

ments destinés à assurer, pour l'avenir, la sécurité d'approvisionnement des consommateurs. Or le coût de ces investissements a considérablement augmenté ces temps derniers, moins d'ailleurs en raison de l'inflation que parce qu'on s'attaque maintenant à des zones où la

prospection est très coûteuse. A-t-on, par exemple, pris assez conscience de ce que représente le fait que les recherches en mer du Nord coûtent dix fois plus que celles menées sur

la terre ferme au Proche-Orient? Et que la mise en exploitation d'un gros champ de mer du Nord comme Forties,

Il n'y a pas de miracle en économie. La sécurité des approvisionnements

l'avenir en pétrole exige que ces investissements soient réalisés. Dans le système actuellement en vigueur en Occident, ce sont les compagnies internationales qui assurent la fonction de

recherche et d'exploitation ; il faut donc qu'elles disposent des ressources nécessaires, à condition qu'on soit assuré qu'elles les consacrent à ces investissements. Or, il est patent qu'elles le font.

Ces considérations permettent de juger à quel point il serait anormal que le consommateur français n'accepte pas de payer le prix de sa sécurité d'approvisionnement en se basant sur l'état

visionnement en se reposant sur l'attitude plus réaliste et plus prudente des consommateurs d'autres pays.

pays, comme elles l'ont fait sans défaillance depuis tant d'années; et elles le feront tant qu'elles en auront

les moyens. Si elles devaient s'arrêter, ce ne serait certes pas pour manifester leur force, mais, bien au contraire, parce que leur faiblesse financière aurait atteint le point extrême.

Une telle issue est d'autant plus inimaginable qu'il n'y a, au pétrole importé aujourd'hui, aucun substitut à un prix inférieur, bien au contraire. Il est donc nécessaire et urgent que les mesures

adéquates soient prises. L'industrie pétrolière française les attend avec une légitime impatience.

JEAN CHENEVIER,

CARNET

Naissances

— Le docteur et Mme Boyan, Christodoff, Nikola, Pierre, et Maline ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Celine.
Paris, le 11 juillet 1974.

— M. et Mme Jean-Jacques Leont, née M. Jacques Leont et de Mme, née Anne Souvlet, 11, rue de la Chapelle, 75018 Paris, ont le plaisir d'annoncer la naissance de
Julien, le 11 juillet 1974.

Mariages

— Pierre Durand et Antoinette van der Linden ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, le 11 juillet 1974.

— M. et Mme Joseph Pécot, née M. et Mme Joseph Pécot, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, le 11 juillet 1974.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de
Mlle Bénédicte Bertrand, 15, rue des Poissonniers, 75002 Paris, et
M. Pierre-Maurice Bertrand, 2300 Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Jean-Jacques Leont, née M. Jacques Leont et de Mme, née Anne Souvlet, 11, rue de la Chapelle, 75018 Paris, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, le 11 juillet 1974.

MADELIOS
MAISON D'HAUTE COUTURE
PARIS

mardi 16, mercredi 17 et jeudi 18 juillet

SOLDES
hommes et jeunes gens.

Les bons
Zodiaqueurs sont
plus nombreux
que vous l'imaginez

loterie nationale

ERES

2, rue Tranchet

SOLDE

maillots de bain
plage
jupes - pantalons

tirage mercredi 17 Juillet

PA

DIRECTEUR DU PERSONNEL + 90.000 FF

Cosmétiques — Le filaire d'un groupe international mondial, soucieux de l'avenir de Paris, recherche un homme capable de concevoir et de réaliser une politique moderne et humaine du personnel. Ce nouveau directeur devra assurer un rôle d'animation, de gestion et de développement pour la France, et participera à la mise en place de divisions à l'étranger. Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans des questions de personnel (recrutement, salaires, formation, relations sociales...) dans le secteur grand public. La connaissance courante de l'anglais est indispensable. Le dynamisme et la dimension du groupe permettent des possibilités d'évolution aussi bien en France qu'à l'étranger pour un candidat de valeur. Les entretiens auront lieu à Bruxelles durant les mois de juillet et août.

PA Management Consultants - 386, avenue Louise - 1050 Bruxelles - Tél. 47.50.54

SPECTACLES

Lundi 15 juillet

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Un jour ou deux (Gautier).
Palais des congrès, 21 h. : Notre-Dame de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Comédie-Française, 21 h. : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.

Les autres salles

Atelier 214, 10 h. et 21 h. : Gertrude (Molière).
Bouffes du Nord, 21 h. : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Comédie-Française, 21 h. : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.

La danse

Palais des Congrès, 21 h. : Notre-Dame de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Bouffes du Nord, 21 h. : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.
Comédie-Française, 21 h. : Les Femmes de Paris, par le Ballet de l'Opéra.

Le jazz

Théâtre de la Cour des Miracles, 21 h. : Free Jazz Stars Live.

cinémas

FRANCE 2 (P.), 19 h. : Studio (Maurice Pialat).
FRANCE 2 (P.), 21 h. : Studio (Maurice Pialat).

La cinémathèque

Chailin, 18 h. : Nana, de J. Renoir.
Chailin, 20 h. 30 : Nana, de J. Renoir.
Chailin, 21 h. : Nana, de J. Renoir.

Les exclusivités

AMARCORD (P.), 19 h. : Amarcord (F. Rossellini).
AMARCORD (P.), 21 h. : Amarcord (F. Rossellini).

Les exclusivités

AMARCORD (P.), 19 h. : Amarcord (F. Rossellini).
AMARCORD (P.), 21 h. : Amarcord (F. Rossellini).

Les exclusivités

AMARCORD (P.), 19 h. : Amarcord (F. Rossellini).
AMARCORD (P.), 21 h. : Amarcord (F. Rossellini).

STATISKY (P.), 19 h. : Statisky (P.).

STATISKY (P.), 21 h. : Statisky (P.).

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

Les films nouveaux

FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...
FLICKS ET VOYAGES, film américain d'Armand Assante, avec...

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES

du 1^{er} au 31 juillet

2^e SAISON

BALLET

du 15 au 20 juillet

BALLET NATIONAL DE CUBA

Location : Théâtre, Avenue de Paris, 21 - 75001 Paris

FIER

9^{ème}

festival

estival

de paris

15 JUILLET/23 SEPTEMBRE 1974

DIRECTION
BERNARD BONALDI
JEAN-LOUIS PETIT

NOM

ADRESSE

Mais rendez-vous documentation sur :

- les 10 théâtres - ballets - opéras
- la France internationale de Châtelet
- la Compagnie nationale de danse
- les centres de danse et de culture

5, PLACE DES TERNES - PARIS 17^e

Les séances spéciales

LES CHARLES (A.), 19 h. : Les Charles (A.).

LES CHARLES (A.), 21 h. : Les Charles (A.).

LES CHARLES (A.), 19 h. : Les Charles (A.).

LES CHARLES (A.), 21 h. : Les Charles (A.).

QUE

150

LA VIE ÉCONOMIQUE

BILLET

LES FACTEURS D'INFLATION

L'inflation en France vient-elle de l'Est, des banques, des entreprises ou des ménages ? Des banques sûrement, selon le gouvernement, à l'an en luge par la tour de vis extrêmement serrée qui est actuellement donnée à la distribution du crédit. Des entreprises aussi, dit M. Fourcade d'hélice pas à dire, dans deux interviews, qu'il vient d'accorder, à nos confrères l'« Express » et la Vie française, qu'il est les principales responsables de la hausse des prix.

Et les particularités ? Le ministre estime qu'il ne consommait pas trop, et que leur demande n'est pas excessive. Cette modération expliquait la faible inflation imposée aux contribuables par le dispositif gouvernemental : 2,5 milliards de francs de prélèvements supplémentaires, ce qui est fort peu sur une consommation qui atteint 100 milliards de francs par an (0,4 %).

Mais n'y a-t-il pas une autre explication au fait que le pouvoir valet ait dégringolé la grande majorité des contribuables, passant de 1,5 milliard seulement d'impôts sur ses 11,5 milliards de revenus, touchés par les taxes ?

En matière d'impôts, M. Fourcade ne laisse rien à l'imagination. Ne critique-t-il pas, dans son interview à la Vie française, la politique menée en 1967 par M. Michel Debré, alors ministre des Finances, qui était prônant une politique de compression de la demande ?

Les contribuables travaillent pas à l'époque réagi à la dégradation de la situation. Les dépenses d'impôt non seulement étaient passées de 102 500 en janvier 1967 à 205 500 en juillet, à 227 000 en janvier 1968, à 244 700 en avril. Les affectifs

ÉNERGIE

SELON LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR

Le prix du pétrole devrait baisser légèrement

« Si le niveau de la production mondiale de pétrole reste ce qu'il est, il est raisonnable de dire que le prix baissera », a déclaré M. William Simon, secrétaire au Trésor, le 14 juillet au Congrès, première étape d'un voyage qu'il effectue en France.

Selon M. Simon, la production mondiale d'hydrocarbures demandée par les pays du G-7 pour l'année 1974 sera de 15 millions de barils par jour (soit 160 millions de tonnes par an). La baisse des prix ne devrait être, selon M. Simon, que légère : le secrétaire au Trésor ne pense pas que l'on revendra aux niveaux de fin 1973. M. Yamani, ministre égyptien du pétrole, a pour sa part, déclaré formellement dans une interview accordée à la revue « Foreign Affairs » que la question des prix du pétrole sera abordée lors des conversations qu'il aura avec les dirigeants occidentaux.

« Nous ne discuterons des prix avec aucun représentant d'un gouvernement », a déclaré M. Simon. L'Arabie Saoudite est en désaccord avec les autres membres du OPEP, a précisé M. Yamani, mais estime que les prix du pétrole devraient être de 10 dollars dans le cadre de l'OPEP, et de 12 dollars hors OPEP.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

Les négociations ont en tout cas été dures de fin 1973 à fin 1974. Les prix du pétrole ont augmenté de 100 % en 1973, et de 25 % en 1974.

A L'ÉTRANGER

En Italie

LE GOUVERNEMENT ENVISAGE D'ASSOULPIR LES RESTRICTIONS DE CRÉDIT

Rome (A.F.P., Reuters). — Le gouvernement italien envisage de débiter 500 milliards de lire pour faciliter les investissements des petites et moyennes entreprises. Cette mesure a été rendue possible, déclare-t-on au ministère du Trésor, par une légère assouplissement de la balance des paiements du pays. Cependant, il reste aux autorités de Rome à obtenir du Parlement ratification des mesures fiscales destinées à réduire 3 000 milliards de lire du circuit économique.

Par ailleurs, M. Francesco Cossiga, président de la Commission européenne, a quitté Rome dimanche 14 juillet pour rejoindre Bruxelles, à l'issue d'une visite de quatre jours en Italie. M. Cossiga a eu, en cours de son séjour, des entretiens avec les dirigeants politiques et économiques sur la situation du pays. En juin, les prix ont augmenté de 1,5 % par rapport à mai. La hausse s'établit en un an (par rapport à juin 1973), à 17,1 %.

Aux États-Unis

LES VENTES DE VOITURES ONT DIMINUÉ DE 24 % PENDANT LE PREMIER SEMESTRE

Detroit (A.F.P.). — Après un premier semestre mauvais, caractérisé par une baisse de plus de 20 % de la production et de plus de 25 % des ventes, les constructeurs américains ont débuté l'année avec des perspectives à court et à moyen terme ne sont pas optimistes.

Pendant le premier semestre 1974, les ventes de voitures neuves ont diminué de 24 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les ventes de voitures neuves ont diminué de 24 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Les ventes de voitures neuves ont diminué de 24 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les ventes de voitures neuves ont diminué de 24 % par rapport à la même période de l'année dernière.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

O. P. E.
ST-BOBAIN-PONT-A-MOUSSON
AIR INDUSTRIE



SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE LA SOMME

LES PRODUITS ORGANIQUES DU SANTERRE



ÉMISSION DE 101 207 OBLIGATIONS S.I.A.S. AVEC OPTION D'ÉCHANGE CONTRE DES ACTIONS OFSAN

réservée aux actionnaires de la S.I.A.S. à titre irréductible et réductible

La Banque de France et de l'Union des Mines et de l'Industrie ont autorisé la mise en circulation de 101 207 obligations S.I.A.S. à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

Les obligations S.I.A.S. sont émises à 100 F nominal, pour une durée de 10 ans, à partir du 1er juillet 1974.

